

L'innovation bat des records

BREVET. Le nombre de dépôts internationaux de brevet a augmenté de 7,3%. Les États-Unis restent en tête, devant la Suisse 9^e.

Au total, 233.000 demandes ont été lancées dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT). «Les innovateurs s'appuient de plus en plus sur la propriété intellectuelle», s'est félicité mercredi à Genève le directeur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) Francis Gurry. Un «contraste» avec la croissance «molle» de l'économie mondiale, a-t-il expliqué devant la presse. Le PCT rassemble plus de 150 États qui représentent 95% du PIB mondial.

M. Gurry ne voit pas d'impact «immédiat» d'éventuels aménagements de la politique commerciale américaine par le président Donald Trump. Les entreprises estimaient toujours que le PCT est un «instrument» qui leur apporte «des avantages».

Chine prévue probable première Pour l'organisation, le dispositif est important. Les frais payés par les entreprises pour les brevets, les marques, les dessins et modèles et les litiges sur les cybersquattage constituent près de 97% des 400 millions de francs de son budget. Dont trois quarts sont liés uniquement au PCT. Pour une entreprise, une demande de brevet international devient rentable dès quatre dépôts séparés auprès de différents pays.

Près d'un quart des déposants se trouvent aux États-Unis qui ont toujours figuré au premier rang sur ces données. Mais ils ont fait face à un recul de 0,9% des requêtes, à 56.595. La Chine, troisième à 18,5%, pourrait les dépasser d'ici deux à trois ans si la croissance régulière de ses demandes se poursuit à plus de 10%.

Cette année, la hausse chinoise atteint près de 45% à plus de 43.000 demandes. Pékin reste derrière le Japon, à près de 20% des dépôts.

Les pays en développement constituent au total 47% des demandes, a dit M. Gurry.

De son côté, la Suisse totalise près de 4370 requêtes, une centaine de plus ou une hausse de plus de 2% par rapport à l'année précédente. Parmi elles, ABB est à nouveau l'entreprise la plus active devant les deux mêmes sociétés, Nestec (le centre de recherche de Nestlé à Lausanne) et Novartis. Contrairement aux deux autres, le deuxième a étendu ses demandes et se rapproche du groupe zurichois, à 302 requêtes contre 304.

Par secteur, les entreprises de télécommunication restent devant dans le monde. La firme chinoise ZTE, troisième l'année précédente, a devancé Huawei Technologies. Elle a lancé plus de 4000 demandes. L'américaine Qualcomm recule d'un rang et est désormais troisième.

En Suisse, les machines et appareils électriques ne constituent plus l'industrie la plus importante en matière de brevets. Au deuxième rang, elles sont devancées par les entreprises d'emballage, transport et livraison. Les pharmaceutiques suivent. — (ats)

Retour du capitalisme africain à Genève

AFRICA CEO FORUM. Mille participants dont une cinquantaine de décideurs politiques à la recherche de partenariats pour stimuler la croissance africaine.

Genève est riche de conférences, rencontres, sommets et forums. Héritage d'une tradition de neutralité et présence des organisations internationales y sont pour beaucoup. En cinq éditions, l'un des derniers nés de ces événements, l'Africa CEO Forum a rapidement pris une ampleur singulière, tant par le nombre de participants que par la présence des plus grandes personnalités du monde des affaires africain et européen, sans oublier la participation de décideurs politiques de premier niveau. Malgré une série de difficultés récentes dues à la baisse des coûts des matières premières, le RNB par habitant africain s'est envolé, multiplié par plus de 3,5 depuis l'an 2000*. L'Afrique est d'ores et déjà un relai de croissance de premier plan et le rendez-vous est devenu emblématique. Entretien avec Amir Ben Yahmed, président de l'Africa CEO Forum.

L'édition 2016 de l'Africa CEO Forum à Abidjan a été un succès. Pourquoi revenir à Genève? Pourquoi ne pas avoir choisi une autre ville africaine ou une ville européenne avec davantage d'attachés à l'Afrique?

Pour comprendre le choix de Genève, il est portant de revenir à la genèse du forum. Le Africa CEO forum a été créé à en 2012 à Genève pour mettre en lumière le dynamisme du capitalisme africain dans un lieu où les anglophones et les francophones pouvaient se retrouver. La présence à Genève des Nations-Unies, ainsi que d'un nombre important d'institutions privées et supranationales internationales, place la ville au cœur de notre sujet. Nous avons la volonté d'alterner éditions en Afrique et éditions internationales car notre principal objectif est la recherche de partenariats et de financements susceptibles d'accélérer la croissance africaine.

Avez-vous formé des partenariats avec d'autres institutions?

Notre unique partenariat est avec la Banque Africaine de Développement.

Quelles seront les principales personnalités politiques et du monde des affaires présentes au Forum cette année?

Le nombre de participants inscrits dépasse le millier et comprend une cinquantaine de décideurs politiques dont, entre autres, le président du Sénégal, Macky Sall, celui du Ghana, Nana Akufo-Addo et le Premier Ministre du Gabon, Emmanuel Issoze Ngondet. Seront aussi parmi nous le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et le Conseiller d'Etat de la République de Genève, Pierre Maudet. Mais le Forum vise d'abord à attirer le secteur privé et à favoriser le networking et les courants d'affaires. La participation des chefs des plus grandes entreprises africaines et européennes est essentielle à nos yeux car nous cherchons à promouvoir le dialogue public-privé et à faire valoir la nécessité du financement privé d'investissements indispensables au développement du continent. Ce qu'on appelle Business to Government (ou B2G).

En dehors de la participation proprement dite, comment mesurez-vous le succès du Forum? En termes d'accords entre entreprises par exemple.

La croissance de la participation prouve la place que le Forum a su se créer et la contribution du secteur public démontre que le dialogue fonctionne. Nous sommes passés de 500 à plus de 1000 délégués en cinq éditions et nos guichets sont fermés plusieurs semaines avant le début de la conférence car nous estimons avoir atteint notre limite. Pour ce qui va de l'efficacité du Forum aux yeux du business, nous menons chaque année un sondage qui démontre que 70 à 80% des participants ont identifié ou concrétisé une opportunité pendant la manifestation. Ce fut le cas, par



AMIR BEN YAHMED. L'éducation est la problématique critique du continent.

exemple, pour certaines banques marocaines en Côte d'Ivoire ou entre des entreprises ivoiriennes et camerounaises. C'est aussi le cas d'un certain nombre de fonds d'investissement. Le Forum n'est pas un raout médiatique c'est un lieu d'affaires.

On parle souvent de modèle de développement pour l'Afrique mais ne devrait-on pas plutôt parler de modèles africains compte tenu de la diversité du continent?

L'identité africaine est en devenir. L'Afrique est multiple et il n'existe pas de modèle africain unique mais des modèles régionaux réunis sur la base de communautés culturelles et linguistiques: celui de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est ou de l'Afrique australe. Chaque pays présente ses spécificités et il existe des problématiques propres aux pays enclavés ou aux pays sans ressources naturelles. Les besoins communs à tous sont ceux des infrastructures et du financement. Il est certes nécessaire de prendre en compte culture et histoire pour savoir d'où on part mais c'est en premier lieu la gouvernance qui importe. Il faut à l'Afrique une vision, des hommes capables de la porter et un cadre institutionnel. L'Afrique manque encore de ressources humaines de qualité et de financement et il faut donc y travailler davantage et y appliquer davantage de rigueur. La corruption existe partout mais l'Afrique a moins le loisir de se le permettre. Par ailleurs, il n'existe plus de latence: l'Afrique vit les

changements en accéléré et a aujourd'hui les mêmes enjeux que les autres régions (digitalisation, gouvernance). Ses hommes politiques doivent se réveiller. Quant à recycler le modèle des pays avancés, cela me paraît un concept périmé. Il a vécu.

Vous consacrez une session au leadership féminin en Afrique. Quelles en sont les problématiques?

Le leadership féminin présente les mêmes enjeux que dans les pays avancés. On y retrouve des sujets identiques: accès à l'éducation, aux promotions, à la visibilité. En Afrique, les secteurs les plus avancés, télécom ou banques, comptent beaucoup de femmes leaders mais globalement, il y a moins de 20% de femmes à la direction des entreprises et seulement 5% de femmes CEO. Ce n'est pas une volonté mais une réalité. Au Forum, nous ne comptons au début que 10% de femmes. Elles sont désormais 20% mais il nous a fallu un travail pointu pour y arriver. Leur visibilité est moins importante et elles ont moins de volonté de s'exposer.

Quelles sont les innovations clés pour le développement africain?

Ne pas avoir de secteurs développés a conduit à identifier des solutions innovantes. C'est vrai pour les fintech qui sont très en avance sur celles des économies développées. Ce sera également vrai pour l'éducation en ligne (les Moocs par exemple) et pour le diagnostic médical à distance ou encore pour les énergies nouvelles, le solaire ou l'hydraulique. L'Afrique est un terrain fertile de développement technique. Le Maroc est un leader très volontariste des énergies renouvelables avec deux projets emblématiques dont la centrale solaire de Noor.

L'Afrique reste aux yeux de l'Occident une réserve de matières premières. Comment favoriser la transformation locale

des ces matières premières pour stimuler les économies?

La malédiction des matières premières? Il s'agit d'abord d'un manque de volonté politique mais aussi de taille des marchés car il est difficile de créer une industrie dans des espaces très fragmentés et qui peinent à atteindre une taille critique. En Côte d'Ivoire, la filière du cacao fonctionne bien. C'est aussi le cas de l'industrialisation du bois au Gabon ou du secteur du cuir et du textile en Ethiopie. Le Bénin a le potentiel d'un pays agro-industriel mais son lobby du commerce en freine le développement.

Peut-on réellement parler d'un essor de la classe moyenne en Afrique?

Il suffit de voyager en Afrique pour être frappé par l'essor de sa classe moyenne même si cette évolution reste difficile à mesurer. La définition de Banque Mondiale est trop large: deux dollars par jour ne suffisent pas à dépasser le seuil de pauvreté ni à permettre de dégager une épargne ou à profondément modifier les habitudes de consommation. Le décollage est très clair mais vers quel type de produits, vers quel type de consommation?

L'Afrique serait le continent le plus frappé par la fuite des cerveaux. Comment l'éviter et assurer la relève de l'encadrement?

La fuite des cerveaux est moins une réalité qu'elle ne l'a été et on assiste à un retour important des diasporas. Les postes ne manquent pas et les salaires sont élevés en Afrique, tout parfois pour favoriser la compétitivité. L'urbanisation devrait être conçue pour offrir une qualité de vie supérieure mais le rapatriement est en cours. Reste que l'éducation demeure la problématique la plus importante du continent.

* Banque Mondiale

INTERVIEW:
NICOLETTE DE JONCAIRE

BioArk est opérationnel à Viège

BIOTECH. Le site en partenariat public-privé a été inauguré hier. Investissement de 30 millions. Portes ouvertes ce samedi.

Après Monthey, la Ville de Viège dispose d'un site technologique high-tech pour les biotechnologies et les sciences de la vie. Tout à fait complémentaire à son homologue chablaisien, le BioArk de Viège a été officiellement inauguré hier en présence des autorités cantonales et communales. Une plateforme de conditionnement unique en Suisse permettra à ce bâtiment, qui regroupera des PME, des start-up, des chercheurs et des étudiants, d'offrir des prestations de haut niveau. La Ville de Viège, le canton du Valais et la Fondation The Ark en sont les initiateurs. L'investissement total est d'environ 30 millions de francs.

«Cette inauguration représente un pas de plus vers un Valais innovant et diversifié. En ces temps économiques incertains, il est né-

cessaire, voire même vital d'explorer d'autres voies pour le futur de la région», a déclaré le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina lors de la partie officielle.

Le nouveau bâtiment comporte quatre étages, avec une surface utile d'environ 4000 mètres carrés. La plateforme technologique de fill-and-finish (conditionnement de médicaments), exploitée par l'entreprise Swisfillon, devrait permettre selon la direction d'attirer des clients de toute l'Europe, accentuant ainsi l'attractivité du Valais dans ce domaine d'avant-garde. «Cette nouvelle infrastructure s'intègre parfaitement dans le système mis en place par la Fondation The Ark depuis 2004, en parfaite complémentarité avec les activités du BioArk de Monthey?», a relevé pour sa part François Seppéy, pré-

sident de The Ark. A ce jour, BioArk Viège est occupé à 75%. «C'est un signe supplémentaire de la pertinence d'une telle construction. Ce nouvel instrument est d'autant plus intéressant que les collectivités publiques sont propriétaires de ces nouveaux locaux high-tech», a précisé Marc Wyssen, conseiller communal de Viège.

Le montant de l'investissement dépasse les 30 millions de francs, financé en partenariat public-privé. Une subvention de trois millions de francs de l'Etat du Valais et une prise en charge d'un crédit de trois millions de la commune de Viège ont permis d'amorcer l'investissement. Le reste est issu de prêts bancaires et d'investissements directs de Swisfillon. Outre la plateforme technologique, le bâtiment abrite

un centre de compétences pour les métiers en chimie et biologie et des espaces pour PME et start-up. Ajoutée à la proximité du site biotech de Lonza, ces synergies permettront de stimuler au mieux l'innovation et les nouveaux projets.

Une journée portes ouvertes aura lieu ce samedi 18 mars de 10h00 à 16h00 (Rottenstrasse 7). Ouverte à tous et gratuite, la manifestation permettra de découvrir en détail le bâtiment et de participer à des animations pour petits et grands. ■

EN OUTRE, LE BÂTIMENT ABRITE UN CENTRE DE COMPÉTENCES POUR LES MÉTIERS EN CHIMIE ET BIOLOGIE ET DES ESPACES POUR PME ET START-UP.

CCIG: accord avec l'UCCIAS

Dans le sillage de l'accueil du Président sénégalais et de sa délégation à l'occasion de l'Africa CEO Forum, la **Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG)**

prévoit de signer un accord de coopération avec ses homologues de l'Union nationale des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture du Sénégal (UCCIAS), pour consolider les relations solides que Genève entretient avec ce marché prometteur. Parmi ses nombreux axes, la convention prévoit notamment que soit favorisée «la promotion des relations directes des milieux d'affaires de leurs pays et région respectifs, y compris la recherche de partenaires et l'organisation des rendez-vous d'affaires». Anticipant la tenue du Forum, la **CCIG** organise aujourd'hui, conjointement avec la société de conseil Capital Emergence, une manifestation consacrée aux investissements au Sénégal, destinée à présenter le riche panorama des perspectives de ce pays clef d'Afrique de l'Ouest.